

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 23/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



APLIX

ZI Les Relandières
44850 LE CELLIER

Référence : N2-2022-622

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 dans l'établissement APLIX implanté ZI Les Relandières 44850 LE CELLIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APLIX
- ZI Les Relandières 44850 LE CELLIER
- Code AIOT dans GUN : 0006301654
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société APLIX exploite des installations de production de rubans auto-agrippants (tissage du textile et encollage des tissus) sur la commune du Cellier.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- auto-surveillance eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Sans objet
Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
Autosurveillance-prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet
GEREP- déclaration des prélèvements	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
Liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions d'amélioration doivent être poursuivies afin de respecter strictement les valeurs limites d'émission, les fréquences et les flux journaliers imposés dans le cadre de surveillance de la qualité des rejets aqueux. Un contrôle de recalage doit être réalisé tous les ans.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté deux plans des réseaux. Le premier est daté du 31/05/1999. Il concerne le site sans l'extension. Le second plan est daté du 19/05/2021 concerne l'extension de l'usine. Ces deux plans sont à jour selon l'exploitant.
Observations : A l'occasion d'une prochaine mise à jour, il serait préférable de regrouper tous les réseaux sur le même plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2022, Ouvrages de rejet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Le rejet des eaux industrielles est fait dans la station d'épuration de la commune du Cellier. L'exploitant a indiqué avoir pris contact avec la collectivité pour le renouvellement de la convention de rejet.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2022, Points de prélèvement
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le point de rejet des eaux industrielles est aménagé avec un échantillonneur automatique asservi au débit et un appareil de mesure de débit. Il se trouve dans le périmètre de la station d'épuration interne. Il est facilement accessible.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2022, Débit
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Le débit maximum au rejet est limité à 120 m3/j. Le débit est mesuré en continu. Il est relevé quotidiennement sur un registre papier. L'exploitant a présenté ce registre. Aucun dépassement du débit journalier n'a été constaté.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Le programme de surveillance a été mis à jour dans la lettre du 28/05/2020 de l'inspection des installations classées suite aux dernières évolutions réglementaires sur les rejets de substances dangereuses (AM RSDE). L'exploitant met en œuvre ce programme.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Respect VLE
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
Constats : Les résultats saisis dans GIDAF en 2021 et 2022 font état de quelques dépassements de VLE, en particulier pour ce qui concerne la concentration en Fe + Al. Le taux de respect des VLE varie entre 92 % et 100 %. Les fréquences de mesures ne sont pas respectées à 100 %. Le flux journalier n'est pas correctement suivi. L'exploitant a expliqué avoir rencontré des difficultés avec son prestataire. Il a changé de prestataire fin février 2022. Depuis, il a observé des améliorations. Les actions d'améliorations doivent être poursuivies afin de respecter strictement les VLE, les fréquences et les flux journaliers imposés dans le cadre de surveillance.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépassements et actions correctives
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les dépassements sont expliqués dans GIDAF.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisées conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L.512-3, L.512-5, L.512-7 et L.512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : GIDAF est correctement renseigné.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Les échantillons sont prélevés de façon automatique. Le suivi quotidien est réalisé par l'exploitant. Le suivi hebdomadaire est réalisé par le prestataire (Veolia). Les analyses sont réalisées par le laboratoire Inovalys à Nantes. Ce laboratoire est accrédité par le COFRAC. Il satisfait aux exigences de la norme NF EN ISO/IEC 17025 : 2017. Le sujet échantillonnage n'a pas été approfondi pendant la visite.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place de contrôle de recalage. Les seuls contrôles de recalage réalisés par le passé sont ceux réalisés dans le cadre d'une inspection inopinée diligentée par l'inspection des installations classées. Un contrôle de recalage doit être réalisé tous les ans (cf article 9.1.2 de l'AP du 3/06/2013).
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance- prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.
Constats : L'exploitant a présenté le suivi des consommations d'eau mis en place. Ce suivi est réalisé quotidiennement à l'aide d'un registre informatisé. La consommation maximale autorisée est limitée à 200 m ³ /j et 50000 m ³ /an (cf article 4.1.1 de l'AP du 3/06/2013). Aucun dépassement n'a été constaté. L'exploitant est alerté automatiquement en cas de dépassement d'un seuil de consommation prédéfini sur chacun des points de consommation. En cas de fuite, ce système lui permet d'intervenir rapidement.
Observations : L'inspection des installations classées a sensibilisé l'exploitant sur l'importance de suivre avec rigueur la consommation d'eau afin d'éviter tout gaspillage dans la période de sécheresse actuelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : GEREP- déclaration des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des prélèvements
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ;
Constats : L'exploitant a déclaré dans GEREP une consommation d'eau provenant du réseau d'adduction égale à 21788 m ³ en 2021.
Observations : L'exploitant a déclaré qu'une partie de son réseau de défense intérieure contre l'incendie était alimentée par le réseau d'eau des maraîchers. L'inspection des installations classées a attiré l'attention de l'exploitant sur le fait que cette eau n'est pas claire, elle pourrait boucher les têtes de sprinklage. Si elle est confirmée, il convient de s'assurer que cette pratique ne pose pas de problème.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage en récipients mobiles de liquides inflammables
Prescription contrôlée : I. Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites " rubriques liquides inflammables " ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites " liquides inflammables ", dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 « au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation » dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.
Constats : Le 9 décembre 2021, l'exploitant a déclaré ne pas être soumis à l'arrêté ministériel du 24/09/2020.
Observations : L'état des stocks peut être interrogé pour connaître la quantité présente d'un produit. En revanche, il ne permet pas de consulter rapidement une famille de produit, par exemple les produits classés dans une même rubrique de la nomenclature des ICPE ou les produits classés par mention de danger. L'exploitant a indiqué être en train de changer d'outil de suivi des stocks. Dans ce cadre, un suivi par familles de produits pourrait être intégré dans l'application afin de s'assurer que les seuils de classement dans la nomenclature ne soient pas dépassés ou afin de fournir au SDIS une liste de produits classés par mention de danger par exemple.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet